



Evaluations, piège à cons!

Les années se suivent et malheureusement se ressemblent. Malgré les mobilisations qui ont émaillé l'année scolaire passée, malgré les prises de positions de spécialistes, des mouvements pédagogiques et des syndicats, la méthode Blanquer, celle de la défiance et du contrôle, va de nouveau frapper à travers les évaluations nationales.

En effet, les quelques retouches et aménagements proposés pour la campagne d'évaluations 2019-2020 ne changent rien à l'esprit qui sous-tend ces directives. Le pilotage par les résultats n'est pas qu'une chimère entretenue par des syndicalistes et des pédagogues paranoïaques.

Dans certaines circonscriptions les enseignants sont invités à consulter les tutoriels de préparations aux évaluations. Alors, certes, il ne s'agit pas de préparer les items proposés dans ce protocole, mais, de proche en proche, on glisse dangereusement vers ce que nous dénonçons depuis le départ, le « teaching to test ». Ce glissement n'est pas anecdotique car il vide de sa substance l'essence de notre métier.

Nous ne sommes pas des exécutant.e.s et l'acte d'enseigner ne se peut se réduire à la mise en œuvre de protocole en réponse à des « difficultés » apparues à travers des évaluations dont la valeur scientifique et pédagogique reste douteuse.

Les enseignants et enseignantes ont-ils besoin de cet outil pour savoir lesquels de leurs élèves sont en difficulté ? Quelles seront les pistes de remédiations ? Des exercices de dressage issus des neuro-sciences quand on a besoin de penser la difficulté en équipe avec l'appui des Rased. Un modèle unique d'évaluation et de remédiation pour tous les élèves de France, rien n'est moins efficace, les enseignant-e-s le savent d'expérience.

Le modèle idéologique qui façonne la pensée ministérielle au sujet du pilotage des pratiques pédagogiques par des évaluations standardisées et centralisées est issu de la théorie américaine dite de la « réponse à l'intervention » (RAI). La RAI est une nouvelle recette pseudo-scientifique et authentiquement managériale qui a déjà ravagé les systèmes éducatifs nord-américains (Canada-Etats-Unis).

Pour que cet outil remplisse parfaitement son rôle de **contrôle et de mise en concurrence entre les écoles et les enseignant-e-s**, il fallait lui adjoindre des critères de profilage d'écoles pour mettre les écoles dans des catégories sociologiques et pouvoir ainsi mieux les comparer. C'est chose faite avec les nouveaux modèles « obligatoires » de fiches de renseignements demandées aux familles sur lesquelles figurent les catégories socio-professionnelles.

Pas besoin de boule de cristal pour prévoir un « suivi », par notre hiérarchie, du travail des équipes via les évaluations nationales et la « visite » de quelques CPC ou IEN en cas de résultats en dessous des objectifs.

Face à cela que pouvons-nous faire ? La cohérence voudrait que l'on persiste à revendiquer le droit d'utiliser nos propres outils pour connaître et aider nos élèves, ce qui implique **un refus massif et déterminé de faire passer ces évaluations qui ne sont utiles qu'aux ennemis du service public d'éducation**. Malgré tout, la circulaire de rentrée (mai 2019) énonce l'obligation faite aux enseignant-e-s de faire passer ces tests.

Nos organisations soutiendront autant que possible les collègues qui résisteront à la mise en place de ces outils néfastes.

L'expérience passée nous a montré que des refus isolés exposaient les enseignants à des pressions insidieuses et lancinantes qui fragilisent les individus (menace sur la possibilité d'enseigner en CP ou CE1 notamment, 1/30^{ème} de traitement non perçu dans le Gard).

A notre sens, la décision de faire passer ou pas ces évaluations et le choix des items à évaluer, doit relever d'une décision collective.

Aussi, nous invitons les équipes à se positionner à travers les conseils de maîtres. Les évaluations sont un outil de pilotage des écoles et des équipes et pas seulement des enseignants de CP ou de CE1, c'est pourquoi **cela concerne tous les collègues**.

Ne rester pas isolé-e-s dans vos écoles, faites-nous part des décisions de vos équipes pour que nous parvenions à organiser une résistance collective face à ces dispositifs.

Pour contacter les syndicats :

pas38@wanadoo.fr

educ.38@cnt-f.org

38@cgteduc.fr

sudeducationgrenoble@gmail.com